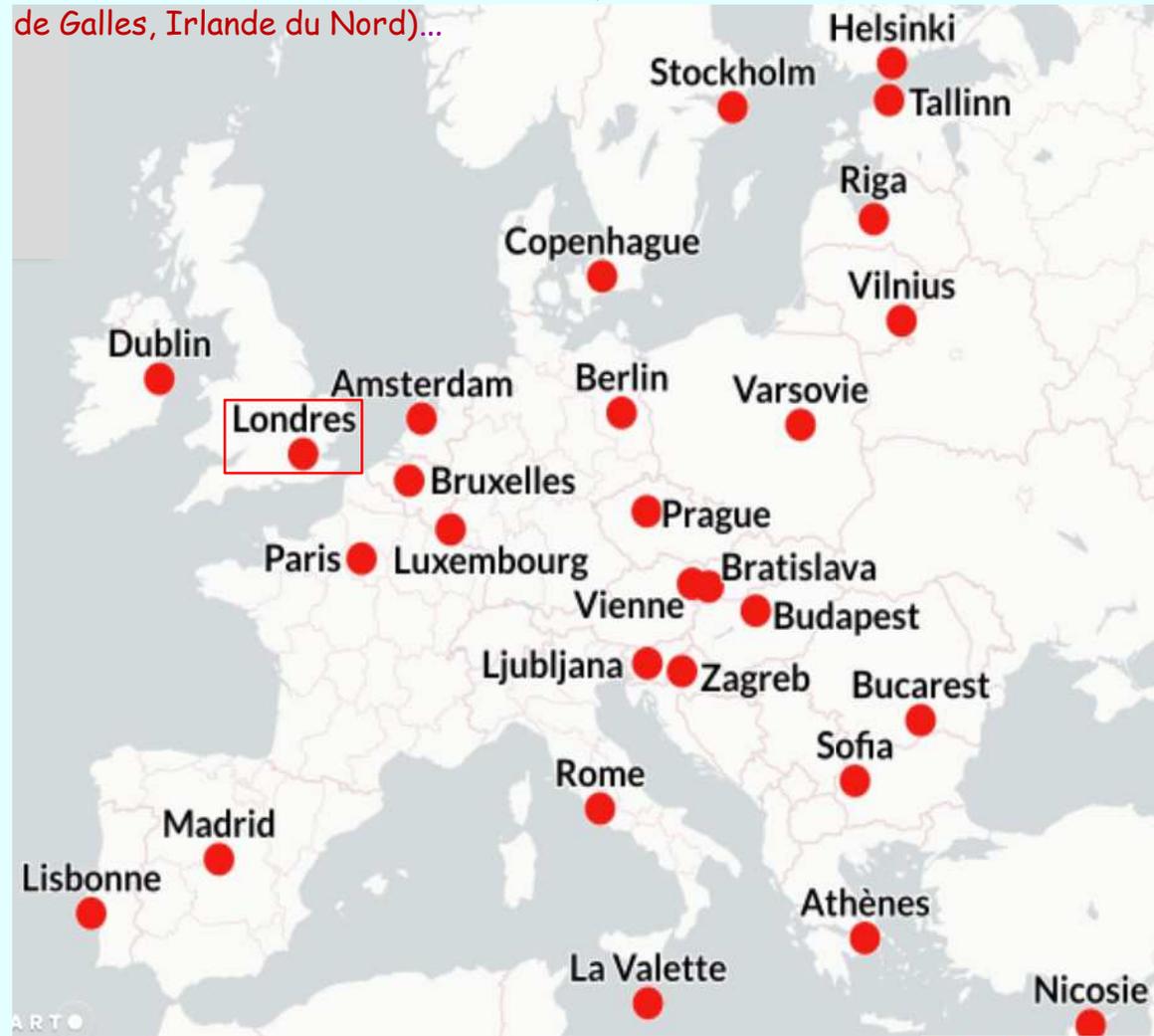


Cycle « l'Europe » : introduction - U. C. Thouars - 17/01/2019 1

28 pays : Allemagne ; Autriche ; Belgique ; Bulgarie ; Chypre ; Croatie ; Danemark ; Espagne ; Estonie ; Finlande ; France ; Grèce ; Hongrie ; Irlande ; Italie ; Lettonie ; Lituanie ; Luxembourg ; Malte ; Pays-Bas ; Pologne ; Portugal ; République Tchèque ; Roumanie ; Slovaquie ; Slovénie ; Suède + Royaume-Uni (Angleterre, Ecosse, Pays de Galles, Irlande du Nord)...



Plus ou moins d'Europe ?

ETATS MEMBRES

Brexit

Elargissements

France

Outre-mer

Pays de l'UE

Vie politique



Menu



Comprendre l'Europe

L'UNION EUROPÉENNE

L'essentiel

Budget

Droit & traités

Histoire

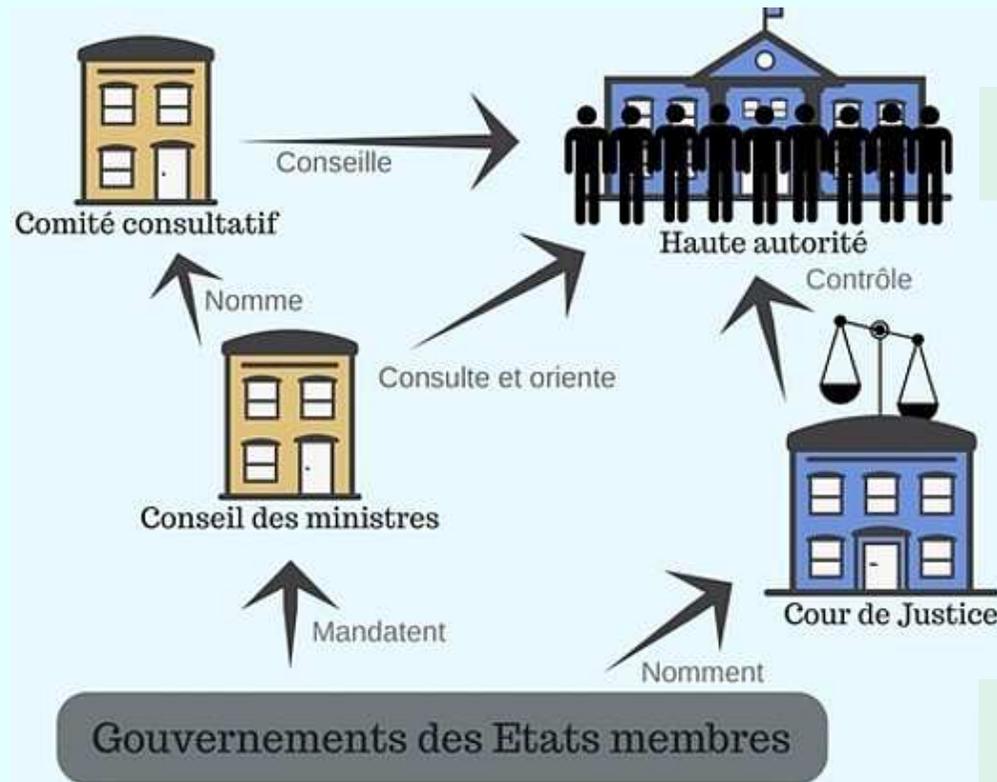
Institutions



UC - Thouars

Quelques rappels

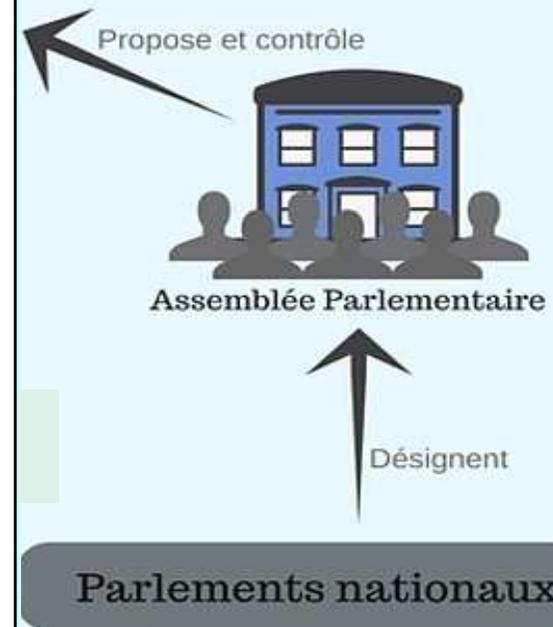
1951 : Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) ;
[Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas]



Pas de participation de la Grande Bretagne qui demande un statut spécial ; ce qui mettrait en péril l'idéal de supranationalité.

Ce pouvoir "supranational" est confié à une Haute Autorité, institution indépendante des gouvernements nationaux, présidée par *Jean Monnet*. Ses décisions sont exécutoires dans les différents Etats membres.

Politique et économie : le charbon et l'acier étant à la base de l'industrie et de l'énergie de la France et de l'Allemagne, le CECA lie ces deux Etats et empêche l'éclatement d'un nouveau conflit.



Adhésion 1973 à la Communauté économique européenne, en même temps que l'Irlande et le Danemark.

Déclaration de Robert Schuman (1950) →



Quelques rappels

1951 : Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) ;
[Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas]

1957 : Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) ;
Communauté économique européenne (CEE).

1962 : Politique Agricole Commune (PAC) ;

1965 : Commission des Communautés européennes après fusion de
la Haute Autorité (CECA) et des Commissions (CEE et Euratom) ;

Craignant une dérive fédérale, la France boycotte les institutions communautaires pendant sept mois. Cette "crise de la chaise vide" prend fin avec le "compromis de Luxembourg" du 29 janvier 1966, qui permet à chaque pays membre de s'opposer à une **décision communautaire prise à la majorité** s'il estime que ses intérêts nationaux sont gravement menacés.

Traité de PARIS
1951

Traité de ROME
1957

Craignant un réarmement de l'Allemagne, la France repousse la création de la CED (Communauté européenne de défense) en 1954.

PAC - buts affichés : (art. 39 TFUE)

- accroître la productivité ;
- stabiliser les marchés ;
- sécuriser les approvisionnements ;
- assurer des prix raisonnables (livraisons aux consommateurs) ;
- assurer un niveau de vie équitable à la main-d'œuvre agricole.



Quelques rappels

1951 : Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) ;
[Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas]

1957 : Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) ;
Communauté économique européenne (CEE).

1962 : Politique Agricole Commune (PAC) ;

1965 : Commission des Communautés européennes après fusion de
la Haute Autorité (CECA) et des Commissions (CEE et Euratom) ;

1968 : un tarif douanier commun remplace les droits de douane
nationaux pour les échanges avec le reste du monde ;

1973 : élargissement à l'Irlande, au Danemark et Royaume-Uni
(après deux refus de la France quant au Royaume-Uni) ;

1974 au sommet de Paris :

- institution du Conseil européen : les dirigeants des états européens déterminent les grandes orientations politiques ;
- adoption du principe de l'élection du **Parlement européen** au suffrage universel ;

1981 : la **Grèce** devient le dixième membre de l'Europe ;

1986 : l'Espagne et le Portugal rejoignent les 10 autres pays.

Traité de PARIS
1951

Traité de ROME
1957

Craignant un réarmement de l'Allemagne, la France repousse la création de la CED (Communauté européenne de défense) en 1954.

PAC - buts affichés : (art. 39 TFUE)

- accroître la productivité ;
- stabiliser les marchés ;
- sécuriser les approvisionnements ;
- assurer des prix raisonnables (livraisons aux consommateurs) ;
- assurer un niveau de vie équitable à la main-d'œuvre agricole.

SME - 1972

1978

- "serpent monétaire européen" ;
- "système monétaire européen".

1979 : aux élections européennes, la participation est de 60,7%.

Comme la Grèce, l'Espagne et le Portugal sont eux aussi juste sortis d'une période de dictature...



Quelques rappels

1985 : accord de Schengen pour la libre circulation des personnes qui sera par la suite intégré aux traités communautaires et étendu aux autres Etats membres.

1986 : l'Acte unique modifie le fonctionnement des institutions.

1987 : est lancé le programme de mobilité Erasmus.

1989 : chute du Mur de Berlin.

1992 : le traité de Maastricht crée l'Union européenne et institue une citoyenneté européenne.

1995 : élargissement à l'Autriche, à la Suède et à la Finlande.

2002 : l'euro est mis en place pour les consommateurs.

2004 : adhésion de 10 autres pays.

2005 : rejet du texte de Constitution pour l'Europe.

2007 : adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie.

2009 : traité de Lisbonne.

2013 : la Croatie devient le 28ème pays membre.



Accord signé par 5 pays :

- Belgique, Pays-Bas, Luxembourg ;
- Allemagne et France.

Le Parlement européen voit son rôle renforcé et le vote à la majorité qualifiée au Conseil de l'UE est généralisé.

La partie est-allemande intègre la communauté au sein de l'Allemagne.

Sont posées les bases d'une monnaie unique et celles d'une Politique Extérieure et de Sécurité Commune.

Chypre, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Slovaquie et Slovénie.

... par les citoyens français puis par les Néerlandais qui se prononcent par référendum.

- élection d'un président du Conseil européen pour deux ans et demi ;
- co-législation du Parlement européen et du Conseil de l'UE.





Il a été décidé que des réunions de chefs d'Etat ou de gouvernement se tiendraient régulièrement et prendraient le nom de "Conseil européen", pour permettre une approche globale des problèmes de la construction européenne et assurer la cohésion d'ensemble des activités communautaires.

Le Conseil européen fournit à l'Union "l'impulsion nécessaire à son développement", définit "les orientations politiques générales", mais "n'exerce pas de fonction législative" (art.15 TUE*). Ensemble, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne y définissent les priorités et le calendrier de la construction européenne.



Selon les sujets traités, les représentants au niveau ministériel des Etats membres se réunissent en formations spécialisées. Les représentants sont habilités à engager leur gouvernement, y compris sur des sujets qui ne relèvent pas de leur compétence.

La présidence du Conseil de l'UE est assurée par un Etat membre pendant 6 mois, selon un ordre de rotation préétabli.

La Commission peut participer aux réunions du Conseil pour expliquer ses propositions ou exprimer sa position sur un amendement.

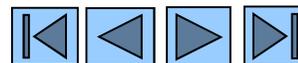
Le Conseil compte 10 formations :

- "Agriculture et pêche" ;
- "Compétitivité" ;
- "Justice et affaires intérieures" ;
- "Emploi, politique sociale, santé et consommateurs" ;
- "Transports, télécommunications et énergie" ;
- "Environnement" ;
- "Affaires générales" ;
- "Affaires étrangères" ;
- "Affaires économiques et financières" ;
- "Education, jeunesse et culture".

Le Conseil de l'Union Européenne et le Conseil européen ne doivent pas être confondus avec le Conseil de l'Europe qui est une organisation internationale extérieure à l'Union européenne et qui assure l'application de la convention européenne des droits de l'Homme (tournée vers éducation, culture et défense des droits de l'Homme).

TUE* : Traité sur l'Union Européenne

TFUE* : Traité sur le Fonctionnement



Cycle « l'Europe » : introduction - U. C. Thouars - 17/01/2019 7



Parlement européen
(751 députés)

Seule institution de l'Union européenne élue directement par les citoyens, le Parlement européen (PE) est composé de 751 députés et exerce trois pouvoirs fondamentaux : législatif, budgétaire et de contrôle politique des autres institutions.

Les membres sont élus au suffrage universel direct tous les 5 ans.

Pour composer un groupe, un nombre minimum de 25 députés issus d'au moins un quart des Etats membres (7) est nécessaire. Les députés qui n'appartiennent à aucun groupe politique font partie des non-inscrits (extrême-droite en majorité).



La Commission européenne
(28 commissaires)

est l'organe exécutif de l'Union européenne.

Politiquement indépendante, elle promeut l'intérêt général.

Le président de la Commission est désigné par le Conseil européen puis approuvé par le Parlement européen.

En accord avec le Conseil de l'UE, le président de la Commission nomme les commissaires (suivant leur compétence et pour 5 ans) et leur attribue à chacun un portefeuille spécifique.

Un acte législatif ne peut, sauf exception prévue par traité, être adopté que sur proposition de la Commission. Dans les faits, la Commission suit souvent les grandes orientations fixées par le Conseil européen. 

Les députés ne siègent pas par délégation nationale, mais suivant leurs affinités politiques.

On compte aujourd'hui 8 groupes :

- Parti populaire européen ; (Démocrates-chrétiens)
- Alliance Progressiste des Socialistes & Démocrates au Parlement européen ;
- Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe ;
- Verts/Alliance libre européenne
- Conservateurs et Réformistes européens ;
- Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique ;
- Europe de la liberté et de la démocratie directe ;
- Groupe Europe des Nations et des Libertés.

Le groupe majoritaire est le Parti populaire européen, suivi du Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates.





Sans prendre en compte le récent "Brexit", la Cour de justice est composée de 28 juges, soit un par Etat membre. Elle veille au respect du droit communautaire.

Huit **avocats généraux** (exceptionnellement 11) assistent la Cour en présentant publiquement, en toute impartialité et en toute indépendance, leurs conclusions sur les affaires soumises à la Cour.

Un arrêt définitif s'impose à l'ensemble des Etats membres et sur la totalité du territoire de l'Union européenne.



La BCE a son propre budget, indépendant de celui de l'Union européenne, dont le capital est libéré par les Banques centrales nationales de la zone euro.

L'Eurosystème, composé de la BCE et des banques centrales des 19 pays membres de la zone euro, définit et met en œuvre la politique monétaire unique, gère les réserves et conduit les opérations de change.

Avec le traité de Lisbonne, la Banque centrale européenne devient une institution de l'Union européenne, au même titre que la Commission, le Parlement, le Conseil de l'Union (ou « Conseil »), le Conseil européen et la Cour de justice de l'Union européenne.

Entre autres, la CJUE est saisie dans le cadre de recours pour :

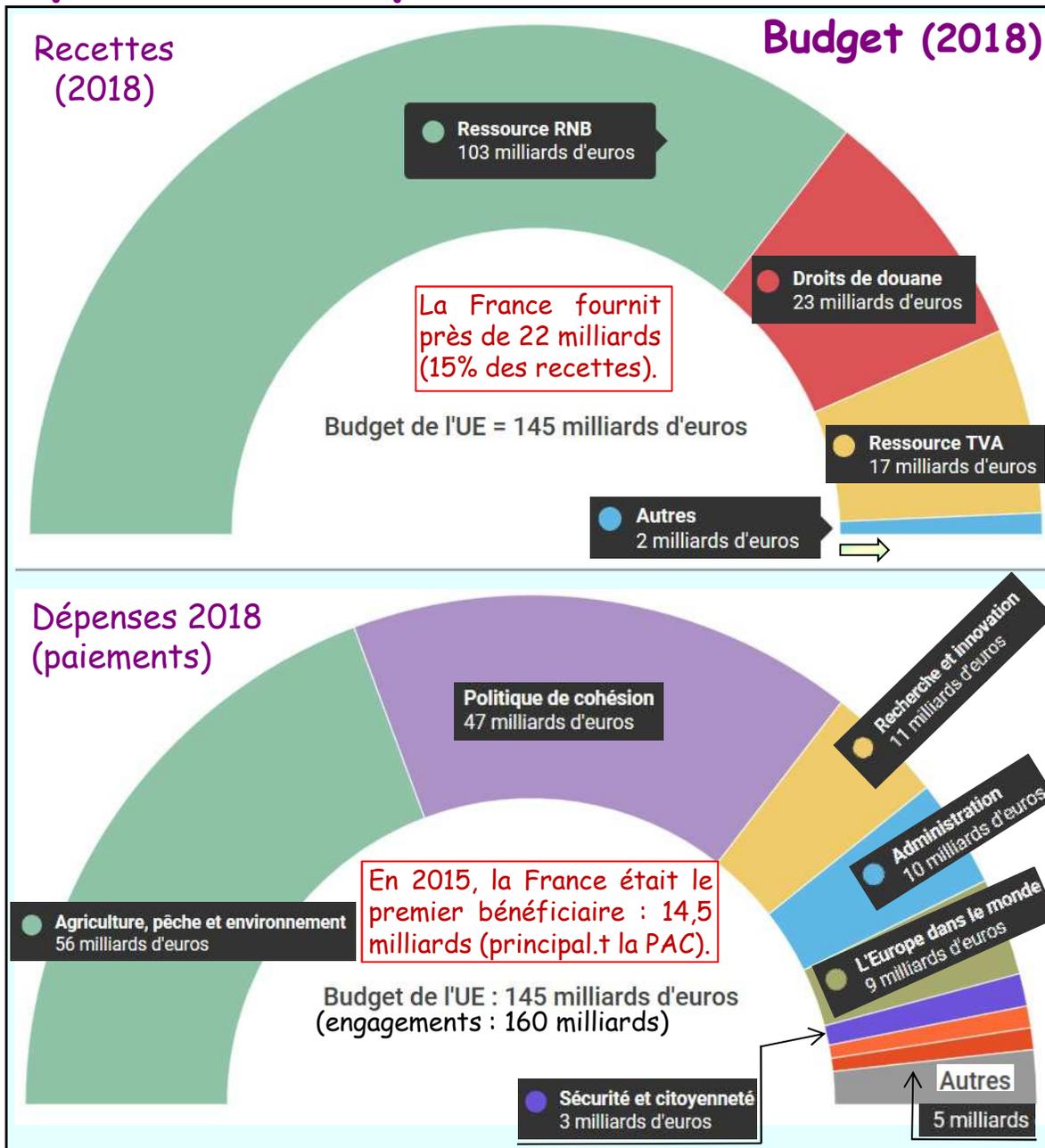
- violation par un Etat membre d'une obligation communautaire ;
- défaut d'action d'une institution ;
- demande d'annulation d'un acte des institutions communautaires ;
- vérification de la conformité d'une législation nationale avec le droit de l'Union ;
- violation du principe de subsidiarité.

Objectifs principaux et outils :

- garantir la stabilité des prix :
 - action sur les taux directeurs ;
 - achat de dettes des états ;
- autoriser l'émission de billets :
 - + lutte contre la contrefaçon ;
- coopérer internationalement :
 - échanges d'informations ;
 - statut d'observateur au FMI ;
- vérifier le respect des règles bancaires européennes et remédier aux problèmes avant qu'ils ne deviennent critiques.



Cycle « l'Europe » : introduction - U. C. Thouars - 19/12/2018 9



Contrairement aux Etats, le budget de l'Union européenne équilibre les dépenses et recettes et ne prévoit donc pas de déficit :

La ressource "Revenu National Brut" provient de chaque Etat membre qui verse ainsi une contribution calculée en fonction de son poids économique.

Les "Ressources Propres Traditionnelles" se composent de droits de douane perçus sur les importations en provenance de pays tiers.

Le taux de la TVA est uniforme pour tous les Etats membres.

- Agriculture, pêche et environnement
- Politique de cohésion →
- Recherche et innovation
- Administration
- L'Europe dans le monde (voisinage, adhésions, aide au développement)
- Sécurité et citoyenneté (dont migrations)
- Erasmus 2 milliards
- Plan Juncker 2 milliards d'euros →



Une crise de défiance

L'Union européenne traverse une crise mesurée par les sondages, par l'abstention croissante aux élections du Parlement européen et par la montée des partis europhobes lors des scrutins nationaux.

1 - Poursuivre les réformes prévues dans l'esprit de la déclaration de Bratislava adoptée en 2016 par les 27 États membres.

2 - Se concentrer petit à petit sur le marché unique et avancer au cas par cas de manière bilatérale sur les dossiers plus politiques.

3 - Permettre aux États qui le souhaitent d'avancer ensemble sur des projets précis ; ceux qui ne participent pas à l'initiative dans un premier temps peuvent décider de la rejoindre par la suite.

4 - Recentrer les missions de l'UE autour de politiques spécifiques, en distinguant mieux les domaines qui doivent relever de la compétence européenne et ceux devant être gérés nationalement.

5 - Renforcer les compétences et les ressources de l'Union européenne, par exemple en termes de protection contre le changement climatique, de développement durable et de défense.

Mais il y a un risque de rejet d'une partie des européens estimant que l'Union a déjà trop de pouvoir et n'est pas légitime face à la souveraineté nationale...

Plus ou moins d'Europe ?

Scénarios (par J.-C. Juncker*) :

*Président de la Commission européenne →



Carrying on : continuer ainsi.



Nothing but the single market : rien d'autre que le marché unique.



Those who want more do more : ceux qui veulent plus en font plus.



Doing less more efficiently : faire moins plus efficacement.



Doing much more together : faire beaucoup plus ensemble.

